



**PRÉFET  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial**

**ARRÊTÉ n°2024/ICPE/200 portant prescriptions complémentaires  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
GSM à Rouans et Chaumes-en-Retz**

**LE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, L.511-1, L.515-4-1, R.181-45 et R.181-46 ;

**Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2001 autorisant la société RAINGEARD Carrières Béton et Cie à exploiter une carrière de roche massive, située au lieu dit « La Pointe des Chemins » sur le territoire des communes de Rouans et Chéméré ;

**Vu** l'accusé de réception valant bénéfice d'antériorité du 24 décembre 2015 pour l'exploitation d'installations relevant des rubriques 2515-1-a et 2517-2 de la nomenclature des installations classées ;

**Vu** le dossier de demande porté à la connaissance du préfet par la société GSM le 19 avril 2024 concernant la mise en œuvre du décaissement en tête de l'instabilité et la mise en sécurité du front Nord ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 3 juin 2024 ;

**Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de la société GSM le 5 juin 2024 ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courriel du 5 juin 2024 ;

**Considérant** qu'un glissement de terrain s'est déclenché durant l'hiver 2023-2024 au droit du front Nord de la carrière dite « La Pointe des Chemins » exploitée par la société GSM, qui a eu pour conséquence l'apparition de fissures larges et profondes en dehors du périmètre d'exploitation autorisé ;

**Considérant** que ce glissement peut présenter :

- des dangers pour la sécurité des usages des terrains situés au Nord du glissement et en dehors du périmètre autorisée ;
- des inconvénients pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers par la diminution de l'accès aux ressources de la carrière ;

**Considérant** que la sécurité et l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers font partie des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que l'exploitation des carrières doivent respecter, outre les intérêts énoncés à l'article L. 511-1, les contraintes et les obligations nécessaires à la bonne utilisation du gisement et à sa conservation, notamment en ce qui concerne les techniques d'exploitation ;

**Considérant** que la mise en sécurité des usages de la zone au Nord du glissement, en dehors du périmètre autorisé, et de la zone d'exploitation de la carrière doit être effectuée ;

**Considérant** que la mise en sécurité des fronts Nord présentée par la société GSM nécessite :

- la limitation d'accès à la zone affectée par le glissement, hors du périmètre d'exploitation autorisé ;
- le détournement des eaux stagnantes en tête du glissement ;
- une surveillance de l'évolution du glissement de terrain ;
- le décaissement de la tête du glissement ;

**Considérant** qu'il est nécessaire, en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement, d'imposer des mesures additionnelles pour assurer la sécurité des usages des terrains, situés au Nord du glissement et en dehors du périmètre autorisé, et de la zone d'exploitation de la carrière ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur des prescriptions additionnelles ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

**Considérant** que les prescriptions, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Loire-Atlantique,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La société GSM, dont le siège social est situé 4 Place des Saisons, Tour Alto, 92400 COURBEVOIE, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, pour la sécurisation des usages de la zone au Nord du glissement de terrain, en dehors du périmètre autorisé, et de la zone d'exploitation de la carrière.

### **Article 2 - Sécurité du public**

L'accès à la zone affectée par le glissement de terrain et aux zones de mise en œuvre des travaux de sécurisation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées à proximité des zones clôturées.

### **Article 3 – Surveillance**

L'exploitant met en place une surveillance du glissement de manière à pouvoir analyser sa cinétique et sa tendance évolutive (accélération ou ralentissement). Cette surveillance comporte a minima un suivi topographique à l'aide de 10 cibles par un géomètre. Le positionnement des cibles permet de suivre l'évolution du glissement. Les cibles ne sont pas situées sur un bloc instable isolé. Les cibles inopérantes sont remplacées, sauf si les conditions ne permettent pas l'intervention en sécurité des personnels chargés de ce remplacement.

La surveillance par suivi topographique est effectuée après chaque tir ou chaque pluie significative, sans excéder une fréquence de deux semaines.

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les mouvements significatifs du glissement.

Le suivi des cibles est renforcé à une fréquence au moins hebdomadaire lors des opérations de décaissement prévues à l'article 5 du présent arrêté. Le nombre de cibles peut être adapté en fonction de l'avancement des opérations de décaissement prévues à l'article 5 du présent arrêté.

La poursuite du suivi topographique ou la fréquence de surveillance des cibles peuvent être modifiées après avis de l'inspection des installations classées.

#### **Article 4 – Drainage des eaux en tête du glissement**

L'exploitant met en œuvre un réseau de drainage permettant de diminuer l'influence des précipitations sur le mouvement de terrain. L'évacuation des eaux pluviales interceptées est compatible avec les obligations édictées aux articles 640 et 641 du code civil.

#### **Article 5 - Décaissement**

L'exploitant réalise, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les opérations nécessaires au décaissement en tête de l'instabilité et la mise en sécurité du front Nord, spécifiées dans le dossier de demande porté à la connaissance du préfet le 19 avril 2024.

Les opérations nécessaires au décaissement sont réalisées sans que la stabilité des terrains, situés hors de la zone concernée par le décaissement, soit compromise.

Ce décaissement est réalisé en 5 phases sur une surface d'environ 1,45 ha au droit des parcelles cadastrées section ZK n° 29, 30, 31 et 32 et dans le périmètre autorisé de la carrière :

1. Décapage à moins 5 mètres du terrain naturel (+45 mNGF) avec des talus à 45°, mise en merlons de la découverte
2. Réalisation d'une première rampe pour accéder au 1er palier précédemment créé
3. Décapage à 35 mNGF avec des talus à 75°
4. Réalisation d'une 2ème rampe
5. Décapage à la côte 25 mNGF avec des talus à 75°

La banquette Ouest située à la cote +45 mNGF, de la zone décaissée est de 12 mètres.

Les plans de l'emprise de la zone concernée par le décaissement et des phases des opérations de décaissement sont annexés au présent arrêté.

L'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour délimiter l'emprise de la zone concernée par le décaissement, incluant la bande de protection décrite à l'article 6 du présent arrêté.

Le contrôle de l'exécution des opérations de décaissement est réalisé par un géotechnicien. La réalisation de ce contrôle dans le cadre d'une mission G4 telle que prévue par la norme NFP 94 500 est présumée satisfaire à cette exigence.

Les prescriptions applicables à l'exploitation de la carrière et relatives à la limitation des dangers et inconvénients sont applicables aux opérations de décaissement.

#### **Article 6 – Butée**

Une butée de matériaux à 19° est mise en place contre le gradin situé à - 5 mNGF, tel que décrit dans le rapport d'ANTEA GROUP du 7 février 2024 (n° 128103/version C).

La réalisation de la butée ou les conditions de sa mise en place peuvent être modifiées après avis du géotechnicien, qui contrôle l'exécution des opérations de décaissement, et de l'inspection des installations classées.

#### **Article 7 – Bande de protection**

Les bords des excavations nécessaires au décaissement sont tenus à distance horizontale d'au moins 15 mètres au Nord et de 10 mètres à l'Ouest et à l'Est des limites de la zone concernée par le décaissement. Si la zone prévue pour la réalisation de cette bande de protection est affectée par le glissement de terrain (fissures, ...), l'exploitant réalise la purge des matériaux instables puis reconstitue la bande de protection.

## **Article 8 – Plan**

A la fin des opérations de décaissement, l'exploitant établit un plan de la zone concernée par le décaissement. Sur ce plan sont reportés :

- les limites du périmètre de la zone suscitée ;
- l'emplacement de la clôture ;
- la bande de protection décrite à l'article 6 du présent arrêté ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;

Ce plan est transmis à l'inspection des installations classées.

## **Article 9 – Limitation d'exploitation du front Nord de la carrière**

Hormis les opérations de décaissement prescrites à l'article 5 du présent arrêté et les opérations nécessaires à la mise en sécurité des fronts de taille, il est interdit à l'exploitant d'exploiter les fronts Nord de la carrière situés au-dessus de la cote – 5 mNGF.

La banquette à la cote - 5 m NGF située au pied de la zone concernée par le glissement de terrain est d'une largeur d'au moins 40 m (y compris la largeur occupée par les éboulis). La banquette à la cote – 15 m NGF située au pied de la zone concernée par le glissement de terrain est d'une largeur d'au moins 21 m.

## **Article 10 – Sanctions**

Faute pour l'exploitant ou son représentant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

## **Article 11 - Délais et voies de recours**

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage de la décision. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

## **Article 12 - Publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Rouans et Chaumes-en-Retz et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Rouans et Chaumes-en-Retz, pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture de la Loire-Atlantique – direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau des procédures environnementales et foncières.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 13 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Nazaire, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, les maires des communes de Rouans et Chaumes-en-Retz, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Nantes, le 6 juin 2024**

**LE PRÉFET,**

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général

  
Pascal OTHEGUY

**Annexe : plans de l'emprise de la zone concernée par le décaissement et des phases des opérations de décaissement**

- 1- Décapage à moins 5 mètres du terrain naturel avec des talus à 45°, mise en merlons de la découverte :

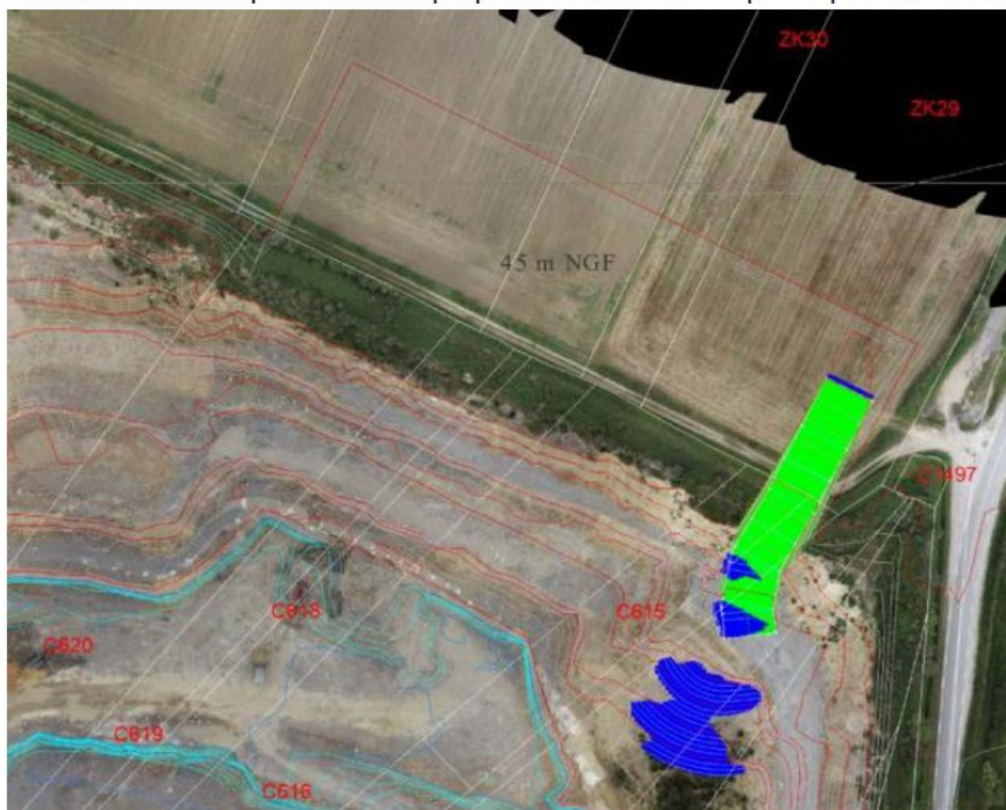
Vu pour être annexé à  
mon arrêté  
2024/ICPE/200 du 6 juin  
2024

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

Pascal OTHEGUY



- 2- Réalisation d'une première rampe pour accéder au 1<sup>er</sup> palier précédemment créé :



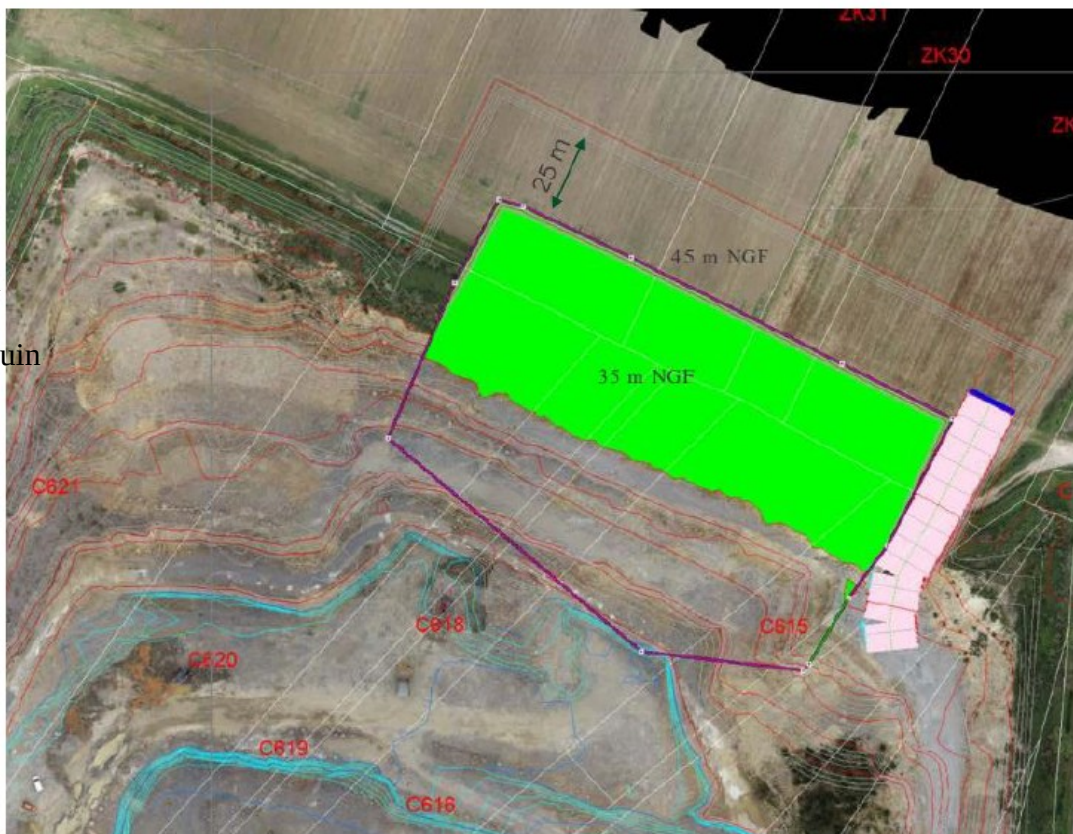


### 3- Décapage à 35 m NGF avec des talus à 75° :

Vu pour être annexé à  
mon arrêté  
2024/ICPE/200 du 6 juin  
2024

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

Pascal OTHÉGUY



### 4- Réalisation d'une 2<sup>ème</sup> rampe :





5- Décapage à la côte 25 m NGF avec des talus à 75° :

Vu pour être annexé à  
mon arrêté  
2024/ICPE/200 du 6 juin  
2024

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

Pascal OTHÉGUY



La configuration finale attendue permettant la stabilisation du glissement sera la suivante :

